

Bulletin d'histoire politique

La guerre de 1939-1945 dans l'opinion publique: comparaison entre les attitudes des Canadiens français et des Canadiens anglais

Guy Lachapelle



Volume 3, numéro 3-4, été 1995

La participation des Canadiens français à la Deuxième Guerre mondiale : mythes et réalités

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063488ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063488ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lachapelle, G. (1995). La guerre de 1939-1945 dans l'opinion publique: comparaison entre les attitudes des Canadiens français et des Canadiens anglais. *Bulletin d'histoire politique*, 3(3-4), 201-226.
<https://doi.org/10.7202/1063488ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

LA GUERRE DE 1939-1945 DANS L'OPINION PUBLIQUE: COMPARAISON ENTRE LES ATTITUDES DES CANADIENS FRANÇAIS ET DES CANADIENS ANGLAIS

Guy Lachapelle

Département de science politique, Université Concordia

Parler de la Deuxième Guerre mondiale, c'est ressasser bon nombre de souvenirs au sujet de la participation de ceux et celles qu'on appelait à l'époque les Canadiens français et dont le nationalisme n'a pas dérogé au fil des ans. Après la déclaration de guerre du 9 septembre 1939 par le gouvernement de Mackenzie King, déclaration qui avait pour objet de démontrer une certaine souveraineté canadienne vis-à-vis de la Grande-Bretagne, l'enjeu de la guerre sera le point central de tous les débats.

Durant cette période, où l'actualité internationale venait se fracasser aux rives de la politique canadienne, les Canadiens français ont adopté diverses attitudes qui, dans bien des cas, contrastaient avec celles de leurs concitoyens de langue anglaise; dans d'autres situations, elles étaient semblables. Le premier objectif de cette analyse sera donc d'identifier les éléments de convergence et de divergence et d'identifier les facteurs qui ont façonné, à l'époque, un certain nationalisme canadien-français. Comme l'écrivait Jean-Charles Falardeau en 1957, la Deuxième Guerre mondiale fut un événement particulièrement crucial, comme toute période de crise, où les Canadiens français et les Canadiens anglais ont été obligés «de formuler leur conception respective de ce qu'était le Canada et de leurs responsabilités en tant que citoyens» (Falardeau, 1957: 318).

La Deuxième Guerre mondiale fut également, pour de nombreux Canadiens français, un moment propice pour s'intéresser davantage à l'Europe et aux enjeux internationaux. L'opinion publique pouvait suivre le déroulement de cette Guerre par le truchement des journaux et en particulier à la radio. Louis Francœur avait commencé à diffuser, dès 1941, une série d'émissions de radio intitulée «La situation ce soir». Après le décès accidentel de Francœur, Radio-Canada avec l'aide de Béatrice Belcourt reprendra cette émission sous le titre «Le Canada parle à la France». À

compter de juillet 1942, à la suite d'une entente entre Radio-Canada et un poste de radio de Boston, et plus tard de Sackville, au Nouveau-Brunswick, quand le gouvernement fédéral appuya la construction de la première station radiophonique sur ondes courtes au Canada, les Canadiens français ont pu adresser des messages à la France assiégée (Wade, 1955: 946).

À partir des données des sondages de la maison Gallup, réalisés essentiellement entre 1941 et 1943, nous allons dresser un portrait des opinions et attitudes des Canadiens français face au défi que représentait la Deuxième Guerre mondiale. Pour ce faire, nous avons retenu un certain nombre de thèmes qui nous permettront à la fois de mieux comprendre les enjeux de cette guerre et les fondements de la pensée canadienne-française: la conscription, la conduite de la guerre, le nationalisme canadien-français, les coûts de l'effort de guerre, les relations de travail dans l'industrie de guerre, le rôle du Parlement fédéral, l'impact de la guerre sur la vie des Canadiens et les conséquences de la guerre.

Les données

La Deuxième Guerre mondiale verra également, au Canada, le début des sondages d'opinion avec la création en 1941 de la maison Gallup. La carrière de George Gallup avait pris beaucoup d'ampleur aux États-Unis depuis qu'il avait prévu l'élection de F. D. Roosevelt lors de la campagne présidentielle de 1936. Après avoir ouvert un bureau à Londres en 1936, l'Institut britannique de l'opinion publique (British Institute of Public Opinion-Gallup) fut la première entreprise à réaliser un sondage en Angleterre. En 1941, George Gallup fonde des instituts en Australie et au Canada. Dans le cas canadien, il semble que la décision émane directement du bureau du premier ministre King, qui estimait nécessaire d'avoir un institut de sondages au Canada pour pouvoir suivre attentivement les fluctuations de l'opinion publique, surtout celle des Canadiens français. Il demande donc à un étudiant de George Gallup, Saul Rae, de prendre en charge l'opération sondage. Saul Rae était le bras droit de Georges Gallup à Princeton lorsque ce dernier décida de fonder Gallup Canada en 1941. Rae a d'ailleurs supervisé le premier sondage réalisé au Canada sur la popularité de Mackenzie King pour qui il travaillait auparavant; il est le père de l'actuel premier ministre de l'Ontario, Bob Rae.

L'Institut canadien de l'opinion publique était, à l'époque, une association coopérative, sans but lucratif et sans affiliation partisane, regroupant quelque vingt-six (26) quotidiens de toutes les régions canadiennes. Au Québec, trois (3) journaux étaient membres de cette coopérative: *La Presse*,

L'Action catholique et le *Montreal Star*. Les sondages Gallup se retrouvent donc dans la presse québécoise, et le quotidien *La Presse*, qui était un ardent défenseur de la politique libérale de Mackenzie King, commence à publier régulièrement des résultats de ces enquêtes.

Au Canada, l'Institut canadien de l'opinion publique (Canadian Institute of Public Opinion) doit cependant faire face à un problème particulier: celui de devoir rédiger tous les questionnaires en français et en anglais et de s'assurer que la formulation des questions soit semblable (Sanders, 1943). Wilfrid Sanders, un américain d'origine et collaborateur de George Gallup, fut le premier codirecteur canadien de Gallup Canada en 1941; d'autres personnes notoires, dont le politologue français Alfred Max, furent aussi du nombre des premiers collaborateurs. Nous n'avons d'ailleurs retracé que les versions anglaises des questions que nous avons traduites et adaptées pour les fins de cette étude.

Les données de cette étude proviennent de tous les sondages réalisés par l'Institut canadien de l'opinion publique entre 1941 et 1943. En décembre 1943, son premier codirecteur, Wilfrid Sanders, publiait un recueil intitulé *Jack & Jacques - A Scientific approach to the study of French and non-French thought in Canada* (Sanders, 1943) dans lequel les résultats des enquêtes Gallup portant sur les attitudes des Canadiens français et Canadiens anglais face à la Deuxième Guerre étaient regroupés. Dans ce document, l'auteur compare les opinions de Jack et Jacques et soulève la question suivante: À cause de ses minorités, le Canada verra-t-il un jour la naissance d'une opinion publique «nationale»?:

The mixed strains in the Tweedless bloodstream make their mental processes a fascinating picture for the student of public opinion — a bit complex, and contradictory at times, but nevertheless sufficiently clear cut to give the lie to those who maintain that Canada, because of her minorities, is incapable of producing a cohesive National Opinion (Sanders, 1943: 3).

L'enjeu de faire naître une pensée pancanadienne identique ou le rêve d'une identité pancanadienne demeure même aujourd'hui un enjeu central du dualisme canadien. Dans ce sens, les opinions et attitudes des Canadiens français et celles des Canadiens anglais nous révèlent les origines de la dualité canadienne, une dualité que tous les événements politiques et constitutionnels depuis la Deuxième Guerre mondiale n'ont pas réussi à aplanner. Plusieurs se demandent encore si ce rêve n'est pas devenu pure utopie et si les efforts d'uniformisation idéologique n'ont pas plutôt été source de conflit.

Les thèmes

La conscription: la résignation cynique ou l'état de guerre latent entre Canadiens français et Canadiens anglais

Le principal sujet qui a retenu l'attention des historiens et qui demeure dans l'imaginaire collectif des Québécois est la conscription. Non seulement a-t-elle soulevé bien des passions mais elle sous-tend l'affirmation nationale des Canadiens français non seulement au sujet de la conduite de la guerre mais également en ce qui concerne leur rôle à l'intérieur de la fédération canadienne. Tout débute avec le décès d'Ernest Lapointe, le 21 novembre 1941, chef incontesté des libéraux québécois et bras de droit de Mackenzie King. Un vide profond s'installe au Québec. Il avait fait accepter aux Canadiens français la participation à la guerre en leur promettant que jamais il n'y aurait de conscription. Le 24 juin 1940, le premier ministre King réaffirme solennellement: «Le gouvernement que je dirige ne présentera pas de mesure de conscription des Canadiens pour le service outre-mer». Le bill 80, du 30 juin 1941, sanctionne ces engagements. On y lit, à l'article 3, que «le pouvoir de mobiliser les Canadiens ne peut être exercé pour le service militaire en dehors du Canada». À la fin de 1941, les effectifs de l'armée canadienne outre-mer atteignaient près de 125 000 hommes qui, tous, avaient signé en qualité de volontaires. En vertu de la Proclamation du 30 juin 1940, le service militaire obligatoire existait au Canada, mais pour la défense du pays seulement.

Le 22 janvier 1942, Mackenzie King annonce dans le discours du Trône, la tenue d'un plébiscite afin de libérer son gouvernement de ses engagements. En fait, King répond aux demandes de plus en plus pressantes du chef du Parti conservateur, Richard B. Hanson, qui réclame la conscription immédiatement. Toute la presse anglophone l'appuie de même que certains libéraux dont le premier ministre de l'Ontario, Mitchell Hepburn. Dans le sondage Gallup de janvier 1942, on demandait aux citoyens s'ils seraient en faveur de la conscription des femmes célibataires âgées entre 21 et 35 ans, afin qu'elles puissent œuvrer à l'effort de guerre; 47 pour 100 des Canadiens français s'opposent à cette idée, alors que 59 pour 100 des Canadiens anglais l'approuvent.

En février 1942, Georges Pelletier, directeur du quotidien *Le Devoir*, Maxime Raymond, député de Beauharnois, J.-B. Prince, André Laurendeau, Gérard Fillion et Jean Drapeau fondent la Ligue pour la défense du Canada. À ce moment, et les chiffres varieront peu au cours des mois de mars et d'avril 1942, 90 pour 100 des Canadiens français s'opposent à la

conscription alors que 78 pour 100 des Canadiens anglais se prononcent en faveur. Les futurs fondateurs du Bloc québécois (septembre 1942 - Maxime Raymond et André Laurendeau), qui parcourent le Québec afin d'inciter la population à dire NON au plébiscite sur la conscription, aideront ainsi à consolider davantage cette opposition massive contre la conscription. Durant tout ce débat, il faut comprendre qu'au Canada anglais on demande au gouvernement fédéral de mettre le Québec au pas. Les Canadiens français sont traités dans la presse anglophone comme des lâches, des traîtres et des racistes. Cependant, il faut noter qu'en février 1942, ni les Canadiens français ni les Canadiens anglais estiment que le gouvernement fédéral fait un choix judicieux en appelant ce plébiscite.

En mars 1942, au moment où le débat sur la conscription sévissait, l'Institut Gallup demandait si le gouvernement fédéral devrait dire aux citoyens quoi faire pour l'effort de guerre et exiger d'eux qu'ils le fassent; 55 pour 100 des Canadiens français étaient opposés à ce genre de politique alors que 68 pour 100 des Canadiens anglais sont d'accord avec cette proposition.

Le 27 avril 1942 se tient le plébiscite. Les Canadiens doivent répondre OUI ou NON à la question suivante: «Consentez-vous à libérer le gouvernement de toute obligation résultant d'engagements antérieurs restreignant les méthodes de mobilisation pour le service militaire?». Au Québec, 56 comtés sur 65 votent en faveur du NON, ce qui représente une proportion de 71,2 pour 100; seules les circonscriptions montréalaises votent OUI. En fait, si on exclut les comtés anglophones, le vote pour le NON est de 85 pour 100. C'est ce qui faisait dire à François-Albert Angers qu'il s'agit d'un «vote de race». Les huit autres provinces se prononcent en majorité pour le OUI à 80 pour 100. Le résultat final fut donc: OUI, 63,7 pour 100; NON, 36,3 pour 100.

Le 23 juillet 1942, l'article 3 de la loi de mobilisation, le bill 80, est révoqué par la Chambre des communes par un vote de 140 à 45. Le gouvernement fédéral peut désormais imposer la conscription. Au mois d'août, l'Institut Gallup demande aux citoyens s'ils croient que les hommes conscrits au service militaire devraient être envoyés outre-mer ou demeurer au Canada. Le clivage est encore évident; 66 pour 100 des Canadiens français estiment qu'ils devraient rester au Canada alors que 56 pour 100 des Canadiens anglais estiment qu'ils devraient être envoyés outre-mer. En novembre-décembre 1944, à la suite d'un débat sur l'effort de guerre à la Chambre des communes, le Canada doit envoyer 16 000 conscrits outre-mer.

Tableau 1 - La conscription

Seriez-vous favorable à ce que les femmes célibataires entre 21 et 35 ans soient conscrites dès maintenant pour être formées en vue d'emplois liés à l'effort de guerre? (janvier 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Pour	37	59
Contre	47	36
Ne sait pas	16	5

Si on vous demandait de voter aujourd'hui sur la question de la conscription des hommes pour le service outre-mer, voteriez-vous pour ou contre? (février 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Pour	6	78
Contre	90	15
Ne sait pas	4	7

Pensez-vous que le gouvernement fait bien en appelant ce plébiscite ou vote national? (février 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Oui	30	32
Non	53	55
Ne sait pas	17	13

Le gouvernement devrait-il dire à chaque citoyen quoi faire comme effort de guerre et exiger que chacun et chacune le fasse? (mars 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Oui	35	68
Non	55	24
Ne sait pas	10	8

Est-ce que les hommes conscrits pour le service militaire devraient être envoyés outre-mer ou devraient-ils demeurer au Canada comme actuellement? (août 1943)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Envoyés outre-mer	15	56
Envoyés quelques-uns	15	15
Rester au Canada	66	21
Ne sait pas	4	8

Le nationalisme canadien-français

Le nationalisme canadien-français se manifeste également dans l'attitude des Canadiens français à l'endroit de la Grande-Bretagne et à propos du rôle que le Canada devrait jouer dans ce conflit; celle-ci diffère passablement de celle des Canadiens anglais.

Tout d'abord, les Canadiens français estiment à 60 pour 100, en juin 1942, que les aviateurs canadiens devraient se battre au sein d'une force canadienne séparée alors que 62 pour 100 des Canadiens anglais pensent le contraire. Pour les Canadiens français, le Canada demeure à 70 pour 100 un pays dépendant de la Grande-Bretagne alors que pour 52 pour 100 des Canadiens anglais, il s'agit d'un pays indépendant. D'ailleurs, 59 pour 100 des Canadiens français estiment que si le Canada n'avait pas fait partie de l'Empire britannique au moment du déclenchement de la guerre, il aurait sans doute refusé de participer à ce conflit. Du côté du Canada anglais, on pense le contraire à 81 pour 100.

Finalement, au niveau symbolique, 82 pour 100 des Canadiens français estiment que le Canada devrait avoir son propre drapeau alors que 58 pour 100 des Canadiens anglais préfèrent conserver l'Union Jack.

Tableau 2 - Le nationalisme

Pensez-vous que les aviateurs canadiens devraient se battre au sein d'une force canadienne séparée ou qu'ils devraient continuer de se battre comme actuellement en tant que membres de la Royal Air Force (R.A.F.)? (juin 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Séparée	60	21
Avec la RAF	20	62
Ne sait pas	20	17

Lorsque vous pensez au Canada, pensez-vous à un pays indépendant ou à un pays dépendant de la Grande-Bretagne? (août 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Indépendant	25	52
Dépendant	70	42
Ne sait pas	5	6

Pensez-vous que le Canada aurait participé à cette guerre s'il avait été complètement indépendant, ne faisant pas partie de l'Empire britannique? (août 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Aurait participé	33	81
N'aurait pas participé	59	14
Ne sait pas	8	5

Est-ce que le Canada devrait avoir son propre drapeau ou pensez-vous qu'il devrait continuer d'utiliser l'Union Jack? (juillet 1943)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Son propre drapeau	82	37
Garder l'Union Jack	9	58
Ne sait pas	9	5

La conduite de la guerre

En novembre 1941, un mois avant l'attaque des Japonais contre Pearl Harbor, les Canadiens français sont d'accord à 72 pour 100 (20 pour 100 en désaccord) pour que la Grande-Bretagne et le Canada envoient des armes et du matériel de guerre à la Russie alors qu'au Canada anglais l'appui est unanime à 92 pour 100. Toutefois, les Canadiens français ne sont pas d'accord à 56 pour 100 pour que le Canada envoie **gratuitement** du matériel de guerre et de la nourriture à l'Angleterre. Cette opinion contraste avec l'opinion des Canadiens anglais qui, eux, se disent d'accord avec une telle action dans une proportion de 60 pour 100.

Tableau 3 - La conduite de la guerre

Êtes-vous d'accord ou en désaccord à ce que la Grande-Bretagne et le Canada envoient des armes et d'autres matériels de guerre à la Russie? (novembre 1941)

	Canadiens français	Canadiens anglais
D'accord	72	92
En désaccord	20	5
Ne sait pas	8	3

Il a été suggéré que le gouvernement canadien envoie du matériel de guerre et de la nourriture gratuitement en Grande-Bretagne plutôt que de facturer les Britanniques pour ces envois. Seriez-vous d'accord ou en désaccord avec cela? (février 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
D'accord	33	60
En désaccord	56	28
Ne sait pas	11	12

Êtes-vous plus confiant ou moins confiant d'une victoire des Alliés aujourd'hui que vous l'étiez il y a un an? (février 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Plus confiant	30	43
Moins confiant	29	15
Juste assez confiant	33	39
Pas d'opinion	8	3

Pensez-vous personnellement qu'à long terme les États-Unis vont gagner ou perdre la guerre? (juillet 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Gagner	71	92
Perdre	16	1
Ne sait pas	13	7

Plusieurs arguments ont été entendus ou écrits à propos d'ouvrir un second front contre les Allemands. Quelle est votre opinion à ce sujet? (juillet 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Un second front maintenant	53	44
Quand on sera prêts	12	20
Laisser les responsables décider	22	30
Contre un second front	11	5
«C'est déjà fait»	2	1

Pensez-vous que Roosevelt et Churchill devraient prendre la décision finale sur les objectifs militaires et de la marine, ou pensez-vous que ces objectifs devraient être décidés par les leaders militaires et de la marine des Nations Unies? (août 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Roosevelt et Churchill	18	24
Leaders militaires et de la marine	66	66
Ne sait pas	16	10

Pensez-vous que le Canada, la Grande-Bretagne et les États-Unis font tout ce qu'ils peuvent pour gagner la guerre? (août 1942) - D'accord seulement

	Canadiens français	Canadiens anglais
Canada	89	44
Grande-Bretagne	67	82
États-Unis	76	57

L'attaque nipponne contre Pearl Harbor, si elle a permis à Roosevelt de se gagner l'opinion publique américaine en faveur de l'entrée en guerre des États-Unis, ne rend pas les Canadiens beaucoup plus optimistes. En février 1942, les Canadiens français se disent à 30 pour 100 plus confiants qu'il y a un an quant à une victoire des alliés, alors que l'optimisme est plus grand, à 43 pour 100, parmi les Canadiens anglais. Toutefois, en juillet de la même année, 71 pour 100 des Canadiens français et 92 des Canadiens anglais estiment qu'à long terme les États-Unis vont gagner la guerre. Seuls 16 pour 100 des Canadiens français croient que les États-Unis vont perdre la guerre tandis que seulement un (1) pour cent des Canadiens anglais mentionnent cette possibilité.

Un mois avant le débarquement de Dieppe, du 18 août 1942, auquel 6 100 soldats participeront, dont les quatre cinquièmes (4 963) sont Canadiens, une majorité de Canadiens français estiment à 53 pour 100 qu'il est essentiel d'ouvrir un second front contre les Allemands; seulement 11 pour 100 sont contre. Du côté des anglophones, 44 pour 100 se disent en faveur de ce second front et 5 pour 100 sont contre. Les Canadiens anglais accordent davantage leur confiance aux responsables, 30 pour 100 affirmant qu'il faut leur laisser la responsabilité de la décision, alors que 22 pour 100 des Canadiens français sont d'accord avec cet énoncé. Rappelons- nous que seulement 2 211 Canadiens rentreront en Angleterre, parmi lesquels 617 blessés.

En fait, les Canadiens français comme les Canadiens anglais affirment à 66 pour 100 que la décision finale sur les objectifs militaires et de la marine devraient être prises par les leaders militaires des Nations Unies plutôt que par les chefs politiques, notamment Roosevelt et Churchill.

Tableau 4 - Perspectives de paix

Si Hitler offre la paix maintenant à tous les pays sur la base qu'il n'ira pas plus avant, mais en laissant les choses telles qu'elles le sont maintenant, seriez-vous favorable ou opposé à la paix? (août 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Favorable	31	3
Opposé	59	93
Ne sait pas	10	4

Si l'Italie demandait une paix séparée maintenant, devrions-nous faire la paix ou devrions-nous continuer à nous battre jusqu'à ce que l'Italie ait été envahie et conquise? (décembre 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Faire la paix	58	42
Combattre	31	52
Ne sait pas	11	6

Seriez-vous d'accord ou en désaccord avec le bombardement des populations civiles allemande, italienne et japonaise? — approuve et désapprouve entre parenthèses (janvier 1943)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Allemands	47 (51)	60 (35)
Italiens	40 (56)	54 (41)
Japonais	46 (51)	66 (30)

À ce moment, 89 pour 100 des Canadiens français estiment que le Canada fait tout ce qu'il peut pour gagner la guerre alors que seulement 44 pour 100 des Canadiens anglais sont de cet avis; 76 pour 100 des Canadiens français affirment que les États-Unis font également tout ce qu'ils peuvent et 67 pour 100 estiment que la Grande-Bretagne fait tout ce qu'elle peut. Les Canadiens anglais affirment à l'inverse que la Grande-Bretagne fait davantage que les États-Unis et le Canada.

Il est intéressant de noter qu'à l'été de 1942, les Canadiens français sont beaucoup moins hargneux à l'endroit de l'Allemagne hitlérienne que leurs partenaires Canadiens anglais. Si 93 pour 100 des Canadiens anglais s'opposent à toute offre de paix de la part d'Hitler, dans laquelle il s'engagerait à ne pas aller plus avant, seulement 59 pour 100 des Canadiens français partagent cette opinion. De plus, 31 pour 100 des Canadiens français sont prêts à accepter une telle paix alors que seuls 3 pour 100 des Canadiens anglais sont du même avis.

Dans le même sens, 52 pour 100 des Canadiens anglais se disent, en décembre 1942, opposés à accepter toute offre de paix de la part de l'Italie et affirment qu'au contraire il faudra l'envahir et la conquérir. À l'opposé, 58 pour 100 des Canadiens français sont favorables à accepter dès ce moment une paix séparée avec l'Italie. On se souviendra que l'invasion de la Sicile, le 10 juillet 1943, sera le prélude à la chute de l'Italie.

De plus, au début de janvier 1943, les Canadiens anglais sont nettement en faveur du bombardement des populations civiles allemande, italienne et japonaise alors que les Canadiens français sont en désaccord avec une telle proposition. Les Canadiens anglais sont d'accord à 66 pour 100 pour bombarder les populations civiles japonaises alors que 51 pour 100 des Canadiens français s'y opposent.

Les coûts de l'effort de guerre

La guerre pousse le gouvernement fédéral à jouer un rôle de plus en plus actif dans l'économie. Les pouvoirs constitutionnels du gouvernement fédéral s'accroissent au détriment de ceux des provinces. Dès juin 1940, Ottawa adopte le «National Resources Mobilization Act» (Loi de 1940 sur la

mobilisation des ressources nationales) qui vise à propager l'idée d'un effort de guerre total. On crée également un ministère fédéral des Munitions et de l'Approvisionnement.

On encourage l'entreprise privée à produire en vue de la guerre. À la fin de l'année 1944, le gouvernement fédéral a investi plus de 1 500 millions de dollars dans l'industrie de guerre. Les entreprises canadiennes produisent des chars d'assaut, du verre optique...

Le contribuable canadien, soumis à une lourde taxation, doit défrayer le coût de cet effort de guerre. Très tôt, les provinces quittent le champ de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la taxe sur les corporations au profit du gouvernement fédéral. Ce dernier s'engage en contrepartie à remettre des subsides aux provinces. Après la laine, le sucre, le cuir, le bois, l'acier et l'huile, le rationnement s'étend à tous les articles de consommation courante. Les Canadiens souscrivent plus de 12 milliards de dollars pour l'achat d'obligations de la Victoire. La dette fédérale passera, entre 1939 et la fin de la guerre, de 3 milliards à quelque 13 milliards.

Dans l'opinion publique, les mesures proposées par les gouvernements ne font pas l'unanimité. En septembre 1942, l'Institut Gallup demande aux Canadiens s'ils sont d'accord avec la politique du gouvernement fédéral de payer les trois quarts des coûts de la guerre à partir de ses revenus ou s'ils préféreraient que ces dépenses soient payées après la guerre. Une majorité de Canadiens français (56 pour 100) et de Canadiens anglais (70 pour 100) estiment que le gouvernement fédéral devrait maintenir sa politique du moment.

Par ailleurs, à une autre question, à savoir s'ils seraient favorables à ce que leur employeur prélève 10 cents sur chaque dollar de leur salaire pour financer l'effort de guerre en prêtant cet argent au gouvernement, 62 pour 100 des Canadiens français sont contre cette idée alors que 57 pour 100 des Canadiens anglais y sont favorables.

Tableau 5 - Les coûts de l'effort de guerre

Actuellement, la politique du gouvernement est de payer environ les trois quarts des coûts de la guerre à partir de ses revenus. Pensez-vous qu'il s'agit d'une bonne politique ou pensez-vous qu'une bonne partie de ces dépenses devrait être payée après la guerre? (septembre 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
D'accord avec la politique actuelle	54	70

Après la guerre	26	19
Ne sait pas	20	11

Seriez-vous favorable à ce que votre employeur prenne 10 sous sur chaque dollar de votre salaire pour le prêter au gouvernement jusqu'à ce que la Guerre soit terminée? (mai 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Favorable	32	57
Défavorable	62	37
Ne sait pas	6	6

Les relations de travail

L'enjeu de l'effort de guerre, et en particulier la contribution de la population civile à l'effort global, soulève la question des relations patronales-syndicales en temps de guerre. En décembre 1941, autant les Canadiens français (59 pour 100) que les Canadiens anglais (65 pour 100) se disent favorables aux syndicats. Toutefois, les deux groupes se disent en faveur d'interdire le droit de grève dans l'industrie de guerre, 72 pour 100 des Canadiens français et 80 pour 100 des Canadiens anglais seraient en faveur d'une telle mesure.

Toutefois, en janvier 1943, 72 pour 100 des Canadiens anglais sont prêts à reconnaître au gouvernement fédéral le droit d'utiliser la force afin de stopper toute grève dans les industries de guerre. Les Canadiens français sont également d'accord, mais dans une moindre mesure, à 47 pour 100, alors que 39 pour cent sont contre ce type d'instrument pour régler une grève.

Sur l'égalité d'emploi entre hommes et femmes, un long chemin reste à parcourir. En avril 1943, autant les Canadiens français (80 pour cent) que les Canadiens anglais (69 pour 100) affirment qu'après la guerre, les employeurs devraient donner aux hommes la première chance pour un emploi plutôt que d'étendre aux hommes et aux femmes toutes les occasions d'emploi.

Finalement en juin 1943, une majorité de Canadiens anglais sont favorables à l'idée d'imposer une amende, en plus de la perte de leur salaire, aux travailleurs employés dans l'industrie de guerre qui quittent leur emploi sans raison valable. Les Canadiens français sont, pour leur part, plus divisés sur cette question, 45 pour 100 étant contre alors que 43 pour 100 sont favorables à l'amende.

Tableau 6 - Les relations de travail

Êtes-vous en faveur des syndicats? (décembre 1941)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Favorable	59	65
Opposé	21	23
Ne sait pas	20	12

Est-ce que les grèves devraient être interdites dans l'industrie de guerre ou est-ce que les travailleurs dans ces industries devraient avoir le droit de grève? (décembre 1941)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Droit de grève interdit	72	80
Oui au droit de grève	18	16
Ne sait pas	10	4

Seriez-vous d'accord ou en désaccord si le gouvernement utilisait la force pour stopper des grèves dans les industries de guerre après que tous les autres moyens aient échoué? (janvier 1943)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Approuve l'emploi de la force	47	72
Désapprouve la force	39	20
Ne sait pas	14	8

Après la guerre, pensez-vous que les femmes devraient avoir les mêmes occasions d'entrer en compétition avec les hommes pour des emplois dans l'industrie ou pensez-vous que les employeurs devraient donner la priorité aux hommes? (avril 1943)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Chance égale	14	27
Première chance aux hommes	80	69
Ne sait pas	6	4

Pensez-vous que les travailleurs de guerre qui quittent leur travail sans bonne raison devrait recevoir une amende en plus de perdre leur salaire? (juin 1943)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Favorable à l'amende	43	65
Défavorable	45	27

Le rôle du parlement fédéral

À la suite du plébiscite, les Canadiens s'interrogent sur la valeur de leurs institutions et sur leur représentativité. En mai 1942, sur la question de la guerre, les Canadiens anglais estiment à 52 pour 100 que les querelles entre partis politiques au Parlement ont nui à l'effort de guerre; 40 pour 100 des Canadiens français ne partagent pas cette opinion alors que 36 pour 100 y adhèrent. Un mois plus tard, à une question portant plus spécifiquement sur la session du Parlement fédéral, les résultats sont à peu près les mêmes: 52 pour 100 des Canadiens anglais estiment que les parlementaires font dans l'ensemble du bon travail alors que 45 pour 100 des Canadiens français pensent le contraire.

En septembre 1942, l'Institut Gallup interroge les Canadiens sur la possibilité de créer un gouvernement de coalition, plus précisément d'avoir un cabinet de guerre composé de membres de toutes les formations politiques et pas seulement du Parti libéral du Canada. Soixante-huit pour 100 des Canadiens anglais sont d'accord avec cette idée alors que 39 pour 100 des Canadiens français estiment que cela ne changera rien et que 18 pour 100 pensent que cela nuirait davantage. À une autre question relativement semblable, mais où on demandait si le premier ministre King devrait inviter des membres des partis conservateur et C.C.F. à faire partie de son gouvernement, 68 pour 100 des Canadiens anglais seraient d'accord avec cette idée alors que 44 pour 100 des Canadiens français affirment qu'il ne devrait pas inviter des membres des deux autres partis.

De plus, l'idée de reporter toutes les élections provinciales après la guerre suscite également nombre de discussions. En octobre 1942, 70 pour 100 des Canadiens anglais et 48 pour cent des Canadiens français seraient d'accord avec cette idée. Un plus grand nombre de Canadiens français s'y opposent, 39 pour 100 contre 22 pour 100. Toutefois, la majorité des Canadiens français (50 pour 100) et des Canadiens anglais (68 pour 100) estiment, au début de 1943, que rien n'oblige le gouvernement King à appeler une élection, la dernière élection fédérale remontant à 1940. En d'autres termes, malgré une année politique bien remplie en 1942, la légitimité du gouvernement King ne semble pas contestée par les Canadiens français.

Tableau 7 - Le rôle du parlement fédéral

Certains affirment que les querelles entre partis politiques ont nui à l'effort de guerre du Canada. Êtes-vous d'accord ou en désaccord? (mai 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
D'accord	36	53
En désaccord	40	31
Ne sait pas	24	16

Pensez-vous que la présente session du Parlement à Ottawa a perdu trop de temps dans des discussions politiques ou pensez-vous que dans l'ensemble les parlementaires ont fait un bon travail en ce qui concerne la guerre? (juin 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Perdu trop de temps	37	52
Bon travail	45	40
Ne sait pas	18	8

Pensez-vous que cela aiderait l'effort de guerre si les membres du Cabinet devaient être choisis au sein de tous les partis politiques, et pas seulement au sein du Parti libéral comme actuellement, ou pensez-vous que cela ne fera pas de différence? (septembre 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Aiderait	28	68
Nuirait	18	5
Pas de différence	39	22
Ne sait pas	15	5

Pensez-vous que le premier ministre King devrait — ou ne devrait pas — inviter des conservateurs et des membres du C.C.F. dans son gouvernement pour former un gouvernement de «tous les partis»? (septembre 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Devrait inviter	33	68
Ne devrait pas	44	19
Ne sait pas	23	13

Il a été proposé que toutes les élections provinciales devraient être remises après la guerre? êtes-vous d'accord ou en désaccord? (octobre 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
D'accord	48	70
En désaccord	39	22
Ne sait pas	13	8

Pensez-vous que le gouvernement de Mackenzie King devrait appeler une élection cette année? (février 1943)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Oui	23	19
Non	50	68
Ne sait pas	27	13

L'impact de la guerre sur la vie des citoyens

En juillet 1942, l'Institut Gallup a demandé aux Canadiens s'ils pensaient que le contrôle des prix et des salaires devrait être maintenu après la guerre. Si 54 pour 100 des Canadiens anglais sont d'accord avec cette idée, seulement 38 pour 100 des Canadiens français appuient cette proposition, 31 pour cent étant contre.

Par ailleurs, en ce qui concerne le traitement réservé aux soldats qui reviennent du front, les Canadiens anglais affirment à 49 pour 100 que ces soldats ne sont pas traités de manière équitable à leur retour au pays alors que 38 pour 100 des Canadiens français pensent le contraire.

Il est intéressant de noter la perception que les citoyens ont de l'information qu'ils reçoivent. Soixante-six pour 100 des Canadiens français estimaient, en septembre 1942, que trop de nouvelles sur la guerre étaient censurées alors que 62 pour 100 des Canadiens anglais se disaient satisfaits de l'information. En fait, les Canadiens français seraient même victimes, selon certains, d'une forme d'isolement voulu par la censure fédérale. Il faut se rappeler qu'en septembre 1939, certains articles de *L'Action Nationale* furent censurés au moment où la Chambre des communes débattait la proclamation de la guerre par le gouvernement King. Dès ce moment, *L'Action nationale* s'opposait à la conscription et à une taxe de guerre (Wade, 1955: 928).

Par ailleurs, les deux communautés sont convaincues que certaines personnes au Canada se sont enrichies grâce à la guerre — 75 pour 100 des

Canadiens français et 65 pour 100 des Canadiens anglais le pensent. Les Canadiens français (67 pour 100) et les Canadiens anglais (85 pour 100) estimaient au début de 1943 qu'il n'y aurait pas de pénurie alimentaire au cours de l'année. De plus, 52 pour 100 des Canadiens français estiment qu'on a juste assez demandé aux citoyens pour l'effort de guerre, alors que 32 pour 100 jugent qu'on a trop demandé. Du côté des Canadiens anglais, une majorité pense qu'on n'a pas assez demandé.

Les conséquences de la guerre

Les conséquences de la guerre sont analysées à trois niveaux: le rôle du gouvernement fédéral dans l'économie, la situation politique en Europe et les politiques du gouvernement fédéral.

Deux visions s'opposent au sujet du rôle du gouvernement après la guerre. En août 1942, 48 pour 100 des Canadiens anglais sont d'accord pour que le gouvernement fédéral maintienne, après la guerre, son contrôle sur les entreprises, l'industrie et l'agriculture; 51 pour 100 des Canadiens français sont contre cette idée. Autre son de cloche similaire en février 1943. Cinquante-quatre pour cent des Canadiens français sont opposés à l'idée de donner au gouvernement fédéral un pouvoir de réglementation dans certaines industries, en particulier le secteur alimentaire. Les Canadiens anglais quoique plus partagés, sont néanmoins d'accord à 48 pour 100.

Les Canadiens français et les Canadiens anglais ont également des opinions différentes sur la Russie et la France après la guerre. Dans le cas de la Russie, les Canadiens français estiment à 56 pour 100 que la Russie cherchera, après la guerre, à diffuser le communisme à travers toute l'Europe, alors que les Canadiens anglais estiment à 66 pour 100 qu'elle cherchera à coopérer avec la Grande-Bretagne et les États-Unis afin d'aider les pays européens à choisir leur propre forme de gouvernement. Cette différence peut sans doute s'expliquer par les campagnes anticommunistes qui prévalaient au Québec.

Dans le cas de la France, les Canadiens français aimeraient à 78 pour 100 qu'elle puisse avoir une voix égale à celles de la Russie, des États-Unis, de la Chine et de la Grande-Bretagne en ce qui concerne les modalités et les conditions devant mener à la paix. Les Canadiens anglais ne sont pas d'accord, à 52 pour 100.

Tableau 8 - L'impact de la guerre sur la vie des citoyens

Pensez-vous que la loi sur le contrôle des prix et des salaires qui permet de contrôler les augmentations des prix et des salaires devrait demeurer après la guerre? (juillet 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Oui	38	54
Non	31	34
Ne sait pas	31	12

D'après ce que vous avez vu et lu, pensez-vous que les soldats qui reviennent de la guerre sont, dans l'ensemble, traités de manière équitable ou non équitable? (juillet 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Équitable	38	40
Non équitable	30	49
Ne sait pas	32	11

Êtes-vous satisfait au sujet de la quantité d'information de guerre que vous recevez ou diriez-vous que trop de ces nouvelles sont censurées? (septembre 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Satisfait	27	62
Censurées	66	30
Ne sait pas	7	8

Pensez-vous qu'il y a des gens au Canada qui se font de grandes fortunes avec la guerre? (février 1943)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Oui	75	65
Non	14	23
Ne sait pas	11	12

Pensez-vous que la pénurie alimentaire sera si sérieuse cette année, qu'à certains moments des gens n'auront rien à manger même s'ils ont plein d'argent? (février 1943)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Il y aura pénurie	21	11
Il n'y aura pas de pénurie	67	85
Ne sait pas	12	4

Tableau 9 - Les conséquences de la guerre au Canada

Depuis le début de la guerre, le gouvernement (fédéral) a pris de plus en plus le contrôle des entreprises, de l'industrie et de l'agriculture. Certaines personnes affirment que ce contrôle doit continuer après la guerre. Êtes-vous d'accord ou en désaccord? (août 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
D'accord	37	48
En désaccord	51	41
Ne sait pas	12	11

Pensez-vous qu'après la guerre, ce serait une bonne idée pour le gouvernement (fédéral) de posséder toutes les industries pour régler et distribuer certaines nécessités de la vie, comme le lait, le pain, la viande, l'essence, et les vendre aux citoyens, sans profits? (février 1943)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Bonne idée	31	48
Pas une bonne idée	54	42
Ne sait pas	15	10

Tableau 10 - Les conséquences de la guerre sur l'Europe

Si la Russie défait l'Allemagne, parmi les choses suivantes que pensez-vous que la Russie va tenter de faire? a. diffuser le communisme à travers toute l'Europe ou b. travailler avec la Grande-Bretagne et les États-Unis afin d'aider les pays européens à choisir leur propre forme de gouvernement. (août 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Étendre le communisme	56	19
Coopérer	24	66
Ne sait pas	20	16

Si les Alliés gagnent la guerre, pensez-vous que la France devrait avoir une voix égale à celles de la Russie, des États-Unis, de la Chine et de la Grande-Bretagne dans la décision entourant les modalités de la paix? (août 1942)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Oui, une voix égale	78	36
Non	8	52
Ne sait pas	14	12

Enfin, en ce qui concerne les politiques publiques d'après-guerre, on observe également des variations importantes. Dans le cas de la politique d'immigration, 66 pour 100 des Canadiens français estiment que le Canada devrait avoir, après la guerre, une politique sélective en ce qui concerne les immigrants. Les Canadiens anglais optent davantage, à 46 pour 100, pour que le Canada ferme ses portes aux citoyens des autres parties du monde.

En ce qui concerne la mise sur pied d'un service militaire obligatoire d'un an après la guerre, Canadiens français (52 pour 100) et Canadiens anglais (58 pour 100) sont en faveur. Il est surprenant d'observer qu'une majorité de Canadiens français sont favorables à cette idée et que seulement 40 pour cent s'y opposent. Nous n'avons pas d'explication précise de ce phénomène.

Les Canadiens français (64 pour 100) et Canadiens anglais (68 pour 100) sont toutefois d'accord pour qu'après la guerre, le Canada ait un traité de libre-échange avec les États-Unis. L'appui de la part des Canadiens anglais est même légèrement supérieur à celui des Canadiens français. Les Canadiens français (55 pour 100) et Canadiens anglais (60 pour 100) sont également en faveur du maintien d'une marine de guerre même si cela coûte cher.

Finalement, en ce qui concerne le statut politique du Canada, les Canadiens français optent pour l'indépendance du Canada à 60 pour 100 alors que 66 pour cent des Canadiens anglais aimeraient que le Canada demeure membre du Commonwealth.

Tableau 11 - Les politiques de l'après-guerre

A. Immigration

Après la guerre, pensez-vous que le Canada devrait ouvrir ses portes et permettre aux citoyens de toutes les parties du monde de venir s'établir ici ou pensez-vous qu'on devrait leur fermer la porte? (janvier 1943)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Ouvrir les portes	16	6
Fermer les portes	13	46
Immigration sélective	66	36
Ne sait pas	5	12

B. Le service militaire

Après la guerre, pensez-vous que tous les jeunes hommes vaillants devraient obligatoirement servir durant une année dans l'armée, la marine ou l'aviation? (février 1943)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Oui	52	58
Non	40	32
Ne sait pas	8	10

C. Le libre-échange

Après la guerre, pensez-vous que nous devrions avoir un traité de libre-échange avec les États-Unis, c'est-à-dire que tous les produits et marchandises traversant les deux frontières devraient être exempts de taxes et de droits de douane? (mai 1943)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Pour le libre-échange	64	68
Contre	18	17
Ne sait pas	18	1

D. Une marine canadienne

Depuis le début de la guerre, le Canada a largement augmenté sa marine. Pensez-vous qu'après la guerre, nous devrions maintenir la marine, même si cela est dispendieux ou que le Canada devrait simplement avoir une petite flotte maritime? (juillet 1943)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Maintenir une large flotte	55	60
Maintenir une petite flotte	21	23
Ne sait pas	24	17

Tableau 12 - Le statut du Canada

Parmi les choses suivantes, lesquelles aimeriez-vous voir le Canada faire après la guerre. 1. Demeurer membre du Commonwealth britannique comme actuellement; 2. quitter le Commonwealth britannique et devenir une partie des États-Unis; ou 3. quitter le Commonwealth britannique et devenir une nation complètement indépendante? (juin 1943)

	Canadiens français	Canadiens anglais
Demeurer membre du CW	22	66
Joindre les États-Unis	19	19
Devenir indépendant	50	11
Ne sait pas	9	4

Conclusion

Nous avons vu que l'opinion des Canadiens français concernant la Deuxième Guerre mondiale contraste de façon éloquente avec celle des Canadiens anglais.

1. **La conscription.** La conscription divise profondément Canadiens français et Canadiens anglais.
2. **Le nationalisme.** Les Canadiens français estiment à 60 pour 100 que le Canada devrait avoir une force aérienne séparée de la R.A.F.; pour 70 pour 100 des Canadiens français, le Canada est un pays dépendant de la Grande-Bretagne; 82 pour 100 des Canadiens français voudraient que le Canada ait son propre drapeau.
3. **La conduite de la guerre.** Les Canadiens français sont nettement plus partagés quant aux moyens qui devront être déployés en Europe afin d'aider la Grande-Bretagne dans son effort de guerre. On est favorable à envoyer de la nourriture, des armes et du matériel de guerre, mais il faudra facturer la Grande-Bretagne; ils sont nettement moins opposés que les Canadiens anglais (59-93) à signer la paix avec Hitler sur le principe qu'il n'ira pas plus loin; ils sont prêts à signer une paix séparée avec l'Italie (58 pour 100); ils sont contre le bombardement de populations civiles alors que les Canadiens anglais sont favorables.
4. **Les coûts de l'effort de guerre.** Les Canadiens français ne sont pas prêts à contribuer financièrement à même leurs salaires à l'effort de guerre mais sont d'accord, comme les Canadiens anglais, de ne pas reporter après la guerre les frais de cette guerre.

5. **Les relations de travail.** Sur ce thème, les Canadiens français et les Canadiens anglais sont nettement favorables aux syndicats. Ils sont en accord sur les mesures gouvernementales qui devront être mises en place durant et après la guerre.
6. **Le rôle du parlement fédéral.** Les Canadiens français et Les Canadiens anglais reconnaissent une certaine légitimité au gouvernement de Mackenzie King. Ils sont cependant partagés quant à l'efficacité du parlement fédéral.
7. **L'impact de la guerre sur la vie des citoyens.** De manière générale, les Canadiens français et les Canadiens anglais ont sensiblement les mêmes perceptions quant aux effets de la guerre sur leur vie quotidienne (contrôle des prix et salaires, pénurie alimentaire, ceux qui font de l'argent avec cette guerre); ils ont cependant une vision différente en ce qui concerne l'information qu'ils reçoivent.
8. **Les conséquences de la guerre.** Enfin, les Canadiens français et les Canadiens anglais ne partagent pas les mêmes points de vue concernant l'immigration. Ils sont toutefois d'accord avec le service militaire, le libre-échange avec les États-Unis, la création d'une marine; ils sont en désaccord quant au statut du Canada dans la période de l'après-guerre.

En août 1943, Mackenzie King, Roosevelt et Churchill se rencontreront à Québec. Un an plus tard, le 6 juin 1944, 2 154 navires et péniches protégés par 9 000 avions débarqueront en Normandie. Le 8 février 1945, l'assaut final sera déclenché. Mais ces événements ne viendront en rien diminuer le fossé que la guerre a creusé dans l'opinion publique au Canada. La période de l'après-guerre verra naître d'autres conflits idéologiques.

Références

Archives nationales du Canada, vol. 4, sondage/survey 55.

François-Albert Angers, «Un vote de race - analyse mathématique et statistique du vote au plébiscite dans les cinq provinces de l'Est», *L'Action Nationale*, mai 1942.

E. Armstrong, *French-Canadian Opinion on the War*, Toronto, 1942.

Marcel Baudot, *L'opinion publique sous l'occupation - L'exemple d'un département français (1939-1945)*, Paris, Presses universitaires de France, 1960

Jean-Charles Falardeau, 1957, «Dualité de cultures et gouvernement d'opinion au Canada», dans G. Berger *et al.*, *L'opinion publique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1957, p. 317-337.

André Laurendeau, *La crise de la conscription - 1942*, Montréal, Éditions du Jour, 1962.

Wilfrid Sanders.. *Jack & Jacques - A Scientific approach to the study of French and non-French taught in Canada*, Toronto, The Ryerson Press, 1943.

Frank R. Scott, Quebec & the Plebiscite Vote, *Canadian Forum*, June 1942.

Denis Vaugois et Jacques Lacoursière (éditeurs), *Canada-Québec: Synthèse historique*, Montréal, Éditions du Renouveau Pédagogique Inc, 1969.

Mason Wade, *The French Canadians 1760-1945*, Toronto, The Macmillan Company of Canada Limited, 1955.

Service de l'information France Libre, *Le Canada parle à la France*, Ottawa, 1942.